**COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DE VASSIVIERE
(Haute-Vienne)**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
--

L'an deux mil quatorze, le vingt mars à 18 H, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Portes de Vassivière s'est réuni à la salle des expositions d'Eymoutiers

Nombre de délégués en exercice : 33

Date de convocation du Conseil de Communauté : 13 mars 2014

Présents : Bataille J-L, Biron K, Buxeraud H, Chadelaud M, Coly G, Couegnass A, Riboulet J (représente Daude C), De Lagausie C, Dolley A, Cluzel M (remplace Dupont M.), Chabanat C (remplace Faye J-P), Gane I, Hanicot J, Herbert F (remplace Ballot M), Lacouturière B, Lissandre A, Menucelli T, Merliaud C, Moutarde N, Pasquet R, Perducat D, Perigaud C, Pons G, Royer G, Serru D, Serru M-C, Tessier M-C, Vignon F, Werthmann G,

Absents excusés : Ballot M, Bouby F, Faye J-P, Meunier J-P, Nicolas J-C, Sudron F.

Suppléants non votants : Besse G, Cluzel M, Maunoury F.

Participe également à la réunion : Urbaniak S.

Office du tourisme : Création de poste

Monsieur le Président rappelle aux membres du Conseil Communautaire que la Communauté de Communes a la compétence « office du tourisme » depuis le 1^{er} janvier 2014.

L'association gestionnaire de l'office de tourisme d'Eymoutiers sera dissoute au 15 avril 2014.

Monsieur le Président rappelle que le transfert de la compétence entraîne le transfert du personnel.

Concernant Madame Carrer, le Conseil Communautaire, le 12 décembre 2013, a créé un poste de 26h hebdomadaire dans le cadre du dispositif «contrat d'accompagnement dans l'emploi». Ce contrat est conclu du 1^{er} janvier 2014 au 31 juillet 2014 renouvelable expressément, dans la limite de 42 mois maximum (base de 60 mois dont 18 mois auront été effectués au 31 juillet 2014) après renouvellement de la convention.

La rémunération sera fixée sur la base minimale du SMIC horaire multiplié par le nombre d'heures de travail.

Il convient de transférer les deux autres emplois. Ces emplois seront pourvus par les agents transférés dont les contrats de droit privé deviennent des contrats de droit public (non titulaire, CDI).

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des

fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'article L.1224-3 du code du travail fixant le régime applicable à l'ensemble des salariés d'une entité économique dont l'activité est transférée à une personne morale de droit public dans le cadre d'un service public administratif,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, relatif aux agents non titulaires de la Fonction publique territoriale,

Considérant le transfert des salariés au regard de leur situation initiale : CDI temps complet et CDI temps non complet de 28h.

Vu la saisine de la Commission Technique Paritaire en date du 21 01 2014

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire réuni le 19 mars 2014

Vu les déclarations de vacance de postes n° 0871403 1014 (poste à temps non complet, 28h/sem) et n°08714031010 (poste à temps complet, 35h/sem)

Vu la délibération du 12 décembre 2013 transférant la compétence « Office du tourisme » à la Communauté de Communes

Le Conseil Communautaire à l'unanimité décide de :

- créer un poste de non titulaire en CDI à temps non complet (28h hebdomadaire) à compter du 1^{er} avril 2014. Le traitement sera calculé par référence à l'indice brut 529, majoré 453.**
- créer un poste de non titulaire en CDI à temps complet (35h/sem) à compter du 1^{er} avril 2014. Le traitement sera calculé par référence à l'indice brut 581, majoré 491**
- de modifier le tableau des emplois**
- d'inscrire au budget les crédits correspondants**

**Pour copie conforme :
Le 25 mars 2014
Le Président**